

# Le communisme

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale



« De Thorez à Reynaud, une entreprise audacieuse »

(Léon Blum)

« L'audace » des Blum et Thorez ne va pas ou ne va plus jusqu'à la lutte révolutionnaire.

Demain, elle ira même de « Thorez à Marin » pour envoyer les travailleurs au massacre pour les intérêts de leurs exploités.

LES MINISTRES DE DOUMERGUE, ASSASSINS DU 9 FÉVRIER 1934, REVIENTENT AU POUVOIR

## nouvelle étape du front populaire, le fourrier du fascisme

POUR ÉVITER LA CATASTROPHE COMME EN ALLEMAGNE, RETOUR AUX MÉTHODES RÉVOLUTIONNAIRES SOUS LE DRAPEAU ROUGE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Cinq jours de crise ministérielle ont momentanément décontenancé de très larges couches de travailleurs. Ils avaient manifesté contre Laval, ils avaient fait triompher le Front populaire. Ils avaient eu un gouvernement avec Blum que le Sénat avait fait capituler ; un ministre Chautemps-Blum avait succédé qui, chaque jour davantage, se détachait des promesses faites. Le mécontentement, la colère grandissaient. Enfin, Chautemps donna congé au groupe communiste et tomba.

Les travailleurs pensaient alors obtenir un gouvernement à eux. Ah, si on leur avait présenté aussitôt Chautemps avec sa séquelle de politiciens radicaux, avec les ministres de Doumergue, assassins du 9 février, Marchandeu, dispensateur de fonds secrets à La Rocque, et Sarraut, propriétaire de bordel, si l'on avait, le premier jour, présenté cette équipe, il n'aurait fallu aucun mot d'ordre pour que les travailleurs se dressent unanimes.

La manœuvre pour les tromper fut menée avec une science rare. On agita le nom de Bonnet qui les excita. On le remplaça par celui de Blum, ce qui les rassura. Et Blum, tout d'un coup, les éberlua avec une proposition s'affirmant « audacieuse », allant « de Thorez à Reynaud ». Les bourgeois n'en voulurent pas encore. Et Blum passa la main à Chautemps-le-Staviskard, Marchandeu, Sarraut du Sphinx, Frossard dont Gignoux célèbre avec satisfaction « l'expérience un peu caustique mais certaine » qu'il eut déjà l'occasion de faire connaître aux travailleurs comme ministre du Travail de Laval.

Que de travailleurs attendant cette fois-ci le grand, le vrai « souffle républicain », escamotant voir Thorez, Jouhaux et Blum prendre leurs responsabilités, ont été déçus, désorientés, éceurés.

Dans cette crise, nous n'avons qu'un avant-goût de ce que peut donner la politique du Front populaire. Ce qui vient de se passer n'était pas un accident imprévisible dans la marche du Front populaire, c'était une étape inévitable qui fait seulement prévoir ce que seront les autres.

Le Front populaire, c'était une combinaison des organisations embrigadant les travailleurs avec une fraction des bourgeois — pour défendre « la nation menacée », la « démocratie », etc. — on n'a pas de raison valable pour s'arrêter à Chautemps-le-Staviskard et ne pas aller à Flandin de l'Aéropostale ou à Reynaud candidat des Croix-de-Feu en 1936. Mais mettre dans une même combinaison, dans un même gouvernement Thorez pour rassurer les ouvriers, et Reynaud pour rassurer les banquiers, c'est une opération dans laquelle il doit y avoir une dupe — car on ne peut à la fois contenter les exploités et les exploités — et dans ces cas-là, ce sont toujours les travailleurs qui écopent. Le capitalisme, le moment venu, chasse, plus ou moins ignominieusement, ceux dont il s'est servi pour dupes les travailleurs. Hier, il s'est servi du Front populaire pour endiguer la poussée ouvrière, demain il recourra au fascisme pour la briser. Le Front populaire, comme la politique du « moindre mal » en Allemagne, dont il n'est qu'une répétition à une échelle considérablement plus grande, est et ne peut être que le fourrier du fascisme.

Et maintenant ? On vient dire aux travailleurs : le Front populaire continue. Effectivement, la combinaison aux sommets se maintient, malgré les crachats lancés par les radicaux à la face de leurs « amis » socialistes et communistes. Aux sommets, la C.G.T. reste partisane d'un « statut du travail » destiné à juguler la puissance ouvrière ; le parti socialiste, sous la direction de Blum, qui sait pleurer avec l'à-propos d'une grande coquette, votera pour Chau-

temps ; quant au parti communiste, qui pouvait, à lui seul, faire chavirer toute cette combinaison infecte en appelant les travailleurs parisiens à une action immédiate et énergique, il hésite entre une abstention ou une approbation — si Delbos voulait bien donner quelques garanties sur le pacte franco-soviétique — et pour les ouvriers, il dit : « vigilance » et se tait.

Continuer sur cette voie, c'est aller, c'est courir à la catastrophe, comme en Allemagne. Le Front populaire ne peut briser le fascisme. Blum en a laissé échapper l'aveu au Conseil national de la S.F.I.O. Envisageant la constitution d'un gouvernement socialiste, il déclare que, pour résister, il faudrait :

« ... entamer la lutte avec la haute assemblée et alors il y aurait une action des masses pour le soutenir, la grève générale et son cortège. Dans cette seconde hypothèse, il pourrait y avoir une réaction du fascisme. »

C'est pourquoi Blum et le Front populaire l'ont écartée. Mais les masses travailleuses ne veulent pas l'écrasement sans combat. Elle voulaient et veulent encore écraser la réaction.

La crise ministérielle a montré qu'il n'y avait qu'un moyen : recourir aux méthodes révolutionnaires, à la lutte de classe acharnée jusqu'au bout, jusqu'à la conquête du pouvoir.

Contre les radicaux, contre le Sénat, pour la nationalisation des banques, pour le contrôle ouvrier sur l'économie, il faut dans chaque entreprise élire un Conseil d'usine (Soviet). Il faut coordonner :

COMITE D'INITIATIVE POUR LE CONGRES DES ENTREPRISES

Réunion : SAMEDI 22 JANVIER à 20 h. 30

49, Faubourg Saint-Martin, PARIS-10

donner la lutte par un Congrès des entreprises, préparer la grève générale, organiser la résistance armée des travailleurs.

Le Front populaire n'a pas eu trop de violences, d'injures et de calomnies contre la faible minorité qui défendait ce

programme sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale. La première grande épreuve a éprouvé les deux méthodes. Aux militants qui ne veulent pas se laisser mener à l'abattoir de se joindre au Parti Communiste Internationaliste pour décupler la lutte pour la révolution prolétarienne.

### A la lanterne les Gignoux et les Michelin !

## Pour vaincre le patronat qui arme les cagoullards : Armement du prolétariat ! Milices ouvrières !

DORMOY a voulu se faire une popularité de dernière heure en arrêtant les exécutants des attentats fascistes de l'Étoile, les assassins des Rosselli. Mais il n'a pas fait libérer l'anarchiste Fiamberti, emprisonné depuis des mois, simplement parce qu'à l'époque la police avait besoin de donner quelque chose en pâture à l'opinion publique. Liberté pour Fiamberti !

Mais nous ne croyons pas qu'il suffise d'arrêter quelques exécutants. Il faut frapper à la tête, ceux qui ont ordonné ceux qui ont payé, CEUX QUI, DEMAIN, COMMANDE- RONT A D'AUTRES EXECUTANTS.

Qui commande le C.S.A.R. et toutes les bandes fascistes, comme celles de Doriol, qui, presque seul, défend, avec un cynisme étudié à l'école de Staline, les auteurs des attentats afin de se poser, auprès des masses petites bourgeoises, comme un « chef » qui saura prendre ses responsabilités ?

Qui commande ? Le grand patronat, la C.G.P.F. Qui paie ? Le grand patronat qui, comme nous l'avons publié, il y a quelques mois, a constitué une caisse de solidarité par un versement égal à 1 % des salaires payés : cela fait près de 1 milliard par an, plus que le budget d'Etat de la Santé publique.

Qui commande ? Qui paie ? La C.G.P.F. Les preuves s'accumulent.

La semaine dernière, nous disions : Gignoux : il a décommandé une réunion rue de Presbourg, il a fait faire de fausses déclarations à ses concierges. Michelin : le propriétaire des usines Citroën ne pouvait pas, étant donné le système de recrutement et de surveillance de son personnel de maîtrise, ignorer le rôle de 3 de ses ingénieurs. C'est encore plus vrai aujourd'hui puisqu'il

s'agit de près d'une douzaine de ses employés de confiance, y compris son propre chauffeur.

Cette semaine, une preuve de plus : Gaudin, ex-chef des Croix de Feu du 10<sup>e</sup> arrondissement, qui à l'époque fit faire un exercice d'encerclement de notre siège, qui fit agresser plusieurs de nos camarades avec de grosses chaînes et des cadenas, ce marchand de parapluies du passage Brady qui organisa le dépôt d'armes du 93, rue Saint-Lazare, est aussi le PRESIDENT DU SYNDICAT PATRONAL DES MARCHANDS DE PARAPLUIES. C'est moins étonnant que de fabriquer des pneus qui boient l'obstacle ou des six-chevaux, mais c'est suffisant comme titre pour figurer parmi les dirigeants de la C.G.P.F.

Combien de temps, travailleur, vas-tu encore payer de ta sueur ce patronat qui consacre une partie de ses profits pour accumuler des armements et dresser des chiens fascistes contre toi ?

La justice bourgeoise, elle ne frappe pas les vrais chefs. Pour y parvenir, il faut ta justice à toi, le tribunal révolutionnaire désigné par tes conseils d'entreprise, ta justice qui les dépouillera de leur fortune ou profit des chômeurs, de tous ceux que le régime réduit à la pire misère, ta justice qui mettra un terme à leur malversation en les pendant haut et court.

Mais, plus que l'organisation de la répression contre les fascistes bourgeois, il te faut préparer l'attaque contre le régime bourgeois et son appareil de défense. Pour triompher, il faut organiser les MILICES OUVRIÈRES et l'ARMEMENT DU PROLETARIAT.

## Notre « SOVIET » D'une semaine à l'autre

NOTRE numéro précédent sortait à peine de l'imprimerie que se produisait la crise ministérielle, crise que vivait l'ensemble des masses travailleuses car il s'agissait de bien autre chose qu'une crise ministérielle. Nous avons édité deux suppléments de « La Commune » sous le titre de

« SOVIET ! » Grand comme un quart de page du journal, ce brûlot de combat, contenant outre un bref commentaire de la situation et des mots d'ordre en conséquence, quelques faits de boîtes et une courte revue de presse, fut diffusé dans un certain nombre d'entreprises. Notre ambition est de faire paraître « SOVIET ! » (vendu à 9 fr. 10) aussi fréquemment que les circonstances l'exigent. Mais pour cela, comme pour toute l'action que nous menons, nous sommes toujours freinés par les questions financières. Nous sommes aussi obligés de ramener la parution d'un numéro sur deux de « La Commune » à 2 pages.

La situation politique vient de confirmer pour ceux qui pouvaient hésiter que nous étions à l'HEURE DES SOVIETS EN FRANCE. Tous ceux qui ont vu avec quelle persévérance le P.C.I. et « La Commune » ont développé cette position depuis des mois nous aideront à faire diffuser dans les boîtes les solutions révolutionnaires, par la publication, aussi souvent que possible, presque jour par jour, de « SOVIET ! »

### LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE NE S'AMELIORE PAS

AUX Etats-Unis, l'activité des aciéries continue à stagner à environ 30 % de leur capacité de production ; les résultats des compagnies de chemins de fer demeurent décevants. En Angleterre, une baisse déjà sensible par rapport aux meilleurs indices de 1937 est enregistrée. Le surarmement mondial soutient cependant provisoirement l'économie capitaliste, mais il prépare les plus terribles lendemains.

Le capitalisme essaie toutefois de résoudre ses difficultés. Le fameux plan Van Zeeland en vue d'un statut économique mondial, après avoir été assez mal accueilli en Angleterre et à Paris, a subi divers remaniements. Il n'est pas impossible qu'il soit prochainement tiré de son cercueil ; il poserait, paraît-il, tout le problème d'une nouvelle répartition des matières premières ; ses chances d'aboutir sont absolument nulles.

Roosevelt, d'autre part, cherche, comme Chautemps, à réaliser un « contrat de paix sociale » ; les dirigeants des organisations ouvrières américaines jouent là-bas le rôle des Jouhaux, Racamond, etc., en France. Jusqu'ici, malgré diverses concessions consenties aux trusts, aucun accord solide n'est intervenu. Roosevelt, arbitre roublard, continue à brandir des menaces contre les « 60 familles », mais celles-ci n'ont aucune raison de s'en inquiéter ; cela, tout comme les discours d'Herriot, Chautemps, Blum, Thorez contre le « Mur d'argent » ou les 200 familles, fait partie du programme de tromperie des travailleurs.

### LE CONFLIT SINO-JAPONAIS CONTINUE

Le Japon a renoncé à déclarer officiellement la guerre, ce qui l'aurait entraîné au blocus des ports chinois, mesure grosse de conséquences du fait de l'importance du trafic des impérialismes blancs avec la Chine. La situation n'en reste pas moins tendue ; l'inauguration de la base de Singapour (à l'Angleterre) donnera lieu à une véritable démonstration navale anglo-franco-hollandaise-américaine. L'U.R.S.S. renforce à toute vitesse ses bases militaires en Extrême Orient et manifeste des signes d'une politique extérieure plus dynamique. Il est possible qu'une aide plus grande soit la condition qu'il mise Tchchang-Kai-Chek à la prolongation de sa lutte en Chine. Il semble que le gouvernement chinois soit en effet assez divisé quant à la nécessité d'une lutte à outrance, difficile à imaginer sans un renforcement de l'appui fourni par l'U.R.S.S. et les impérialismes à la Chine.

En Europe, l'activité diplomatique, prélude aux « grandes offensives » qu'il faut prévoir pour le printemps, se poursuit. L'Angleterre se rapproche de l'Irlande pour s'assurer des bases navales nouvelles et plus sûres. La conférence de Budapest met une nouvelle fois en lumière l'influence chaque jour plus grande de l'axe Berlin-Rome en Europe Centrale ; la visite de Stoyadinovitch (Président du Conseil yougoslave à Berlin) où il fut reçu ainsi que Beck par Hitler) est un nouveau succès pour l'Allemagne. Il est maintenant incontestable que le voyage de Delbos n'a rien apporté de bon à l'impérialisme français ; tous ses « alliés » payés bon prix (Pologne, Roumanie, Yougoslavie) lui tiennent déjà, avec toutes les politesses diplomatiques, bien entendu, leur chapeau.

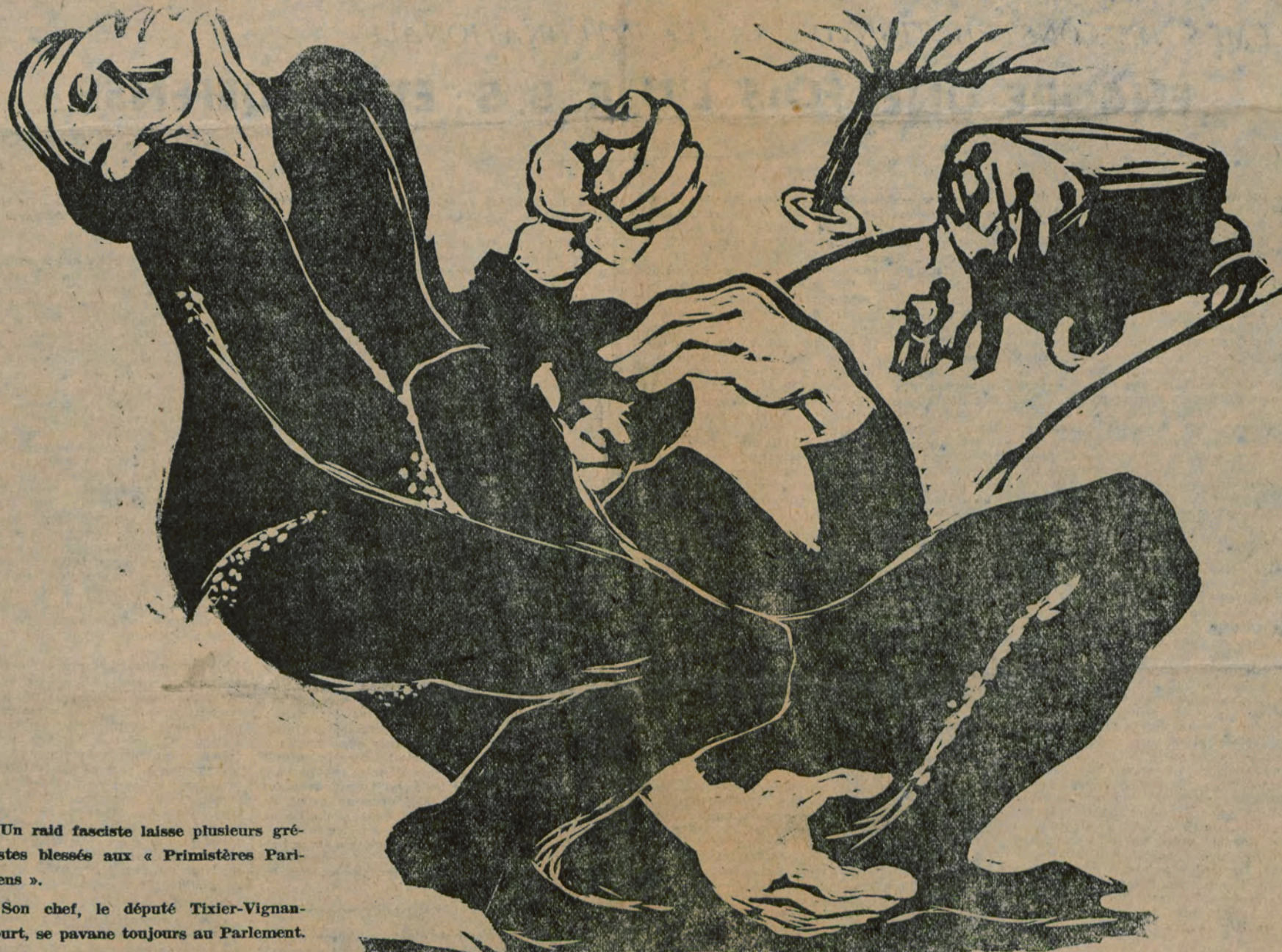
Le dépeuplement de l'impérialisme français ne trompe pas le « Temps » qui préconise cette semaine un « certain changement de la politique extérieure ». Pour le « Temps », l'impérialisme français n'a plus la force de supporter le poids d'une S.D.N. consistante ou d'alliances coûteuses et douteuses ; la France doit s'allier, avoir une politique plus personnelle, monnayant son appui, qui n'est pas négligeable, suivant les circonstances. Il faudra encore attendre pour mieux comprendre quels sont les sentiments exacts du « Temps » (Comité des Forges) sur cette question, l'article étant assez vague. N'y faut-il pas voir à l'adresse de l'Angleterre, dont les avances à Hitler sont évidentes, l'une de ces petites menaces dont la diplomatie est coutumière ? Mais l'aveu, par le « Temps » de la « diminution relative » de la puissance française est à retenir. Thorez doit en rougir de honte !

Il faut souligner que le glissement des pays d'Europe Centrale vers « Berlin-Rome » ne tient pas uniquement au renforcement de la puissance militaire italo-allemande, mais essentiellement aux accords économiques passés avec ces pays. Les échanges de marchandises ont depuis quelques années doublé entre la Yougoslavie et l'Allemagne ; l'Italie absorbera une grosse partie de la production de pétrole roumaine, l'Allemagne favorisera pour ses besoins alimentaires les pays agricoles de l'Europe Centrale, etc... L'impérialisme français dépeuplé est considérablement handicapé sur ce plan économique.

La crise politique française eut de grosses répercussions à l'étranger. L'impérialisme anglais (et son représentant Flandin), fit une pression considérable sur les milieux capitalistes pour que le contrôle des changes ne soit pas institué ; ce contrôle laisserait moins de possibilités à la finance anglaise d'intervenir par la suite dans la politique française et perturberait l'équilibre financier des Etats démocratiques.

La venue possible des staliniens au pouvoir jeta la colère dans la presse allemande. On sentait même poindre l'inquiétude. Hitler semble décidément désireux de gagner du temps.

(Suite page 2.)



Un raid fasciste laisse plusieurs grévistes blessés aux « Primistères Parisiens ».

Son chef, le député Tixier-Vignancourt, se pavane toujours au Parlement.

# Briseurs de grève sans uniforme

Sous le précédent gouvernement Chautemps, quand Blum était ministre d'Etat et Dormoy à l'Intérieur, la troupe fut envoyée pour briser la grève des transports. Le nouveau Gouvernement Chautemps ne sera certainement pas en retard sur son prédécesseur dans cet emploi de l'armée.

Pour nous, il y a bien longtemps que nous sommes fixés sur le rôle de l'armée en régime capitaliste. C'est pourquoi nous travaillons à sa désagrégation au service de la révolution prolétarienne.

Mais les anciens champions de l'antimilitarisme révolutionnaire, qui sont aujourd'hui pour les deux ans, parce qu'il faut une France forte alliée à Staline, veulent en même temps conserver leur emprise sur les travailleurs indignés par l'intervention de la troupe comme briseur de grève. Aussi, au Vel d'Hiv', Raymond Guyot déclara avec emphase : « Les petits pioupious, ils ne doivent pas servir de briseurs de grève, ils doivent être à la frontière ».

Raymond Guyot a oublié d'ajouter que lui et ses amis de l'appareil du parti stalinien ont déjà fait leurs preuves à plusieurs reprises comme briseurs de grèves sans uniforme, en juin 1936 (déclaration de Thorez : il faut savoir terminer une grève), pour les H.C.R.B., aux Services publics, chez Goodrich.

Aux travailleurs sous l'uniforme ou dans les usines, nous dénonçons implacablement les Thorez et les Frachon qui, aujourd'hui, aux côtés des Jouhaux et des Paul Faure, sont des briseurs de grève portant la livrée du capital.

## Notre Souscription

- Faussecurve, 72. — Br., 5. — Maryse, 5.50.
- Phalange 61. — Kimp, 10. — Baïre 32.50.
- Phalange 14, 18. — 12 Phalange, 40.
- Clichy, 40. — Ribot, 10. — Puteaux, 40. — 12.
- Liste souscription Marc, 40. — Clichy, 40. — Kimp, 5. — R.M., 10. — Ribot, 40. — 12, 35. — Vitry, 21.25. — Clichy, 25. — 14, 55. — 19, 55. — Liste souscription Argenteuil, 15. — Puteaux, 30. — 12, 18.50. — Liste 133, 46. — Phalange Argenteuil, 15. — 12, 20. — 14, 15. — Marseille, 20. — Br., 5.50. — Clichy, 17.50. — 19, 60. — Puteaux, 60. — Gégé, 10. — Maryse, 5.50. — Marseille, 35. — Lyon, 22.50. — Kimp, 10. — R.M., 25. — Total : 1.121 francs 75.



A Arles, le congrès du P.C. a décidé de faire revivre les meilleurs traditions artistiques de France. Aussi Cahin, qui a compris que les grands meetings du Vel d'Hiv' et d'ailleurs ressemblent désormais moins à des manifestations ouvrières qu'à des grandes parades militaires, n'a pas renoncé à ses fleurs au vent, et a été très indigne lundi dernier de jouer le rôle de compère en annonçant : « Et maintenant, voici Maurice ! »

Il ne s'agissait pas de Maurice Chevalier, fils du peuple, mais de Maurice Thorez, autre fils du peuple, qui, au chapeau de paille prêt, s'en vint à la tribune chanter le dernier refrain à la mode : De Thorez à Reynaud (paroles de Léon Blum).

On ne devrait pas s'arrêter sur cette voie. A l'instar de l'ancien P.C. qui, au moment de la création d'un Comité contre la vie chère ou se rencontrent le P.C., le P.S.F. et le P.P.F. Nous ne doutons pas que, bientôt, avec Cahin comme compère et Blum comme comédien, on nous présentera et Maurice, et Cahin, et le grand Jacques... Jusqu'à ce que les prolétaires viennent corriger magistralement tous ces cabotins dangereux.

Nous continuons la publication d'un article de Trotsky sur la nature de l'Etat soviétique et le problème de sa défense. Nous rappelons que les positions ici défendues ne correspondent pas à celles notées par la majorité du P.C.I. au 3<sup>e</sup> Congrès (en septembre 1937) et qui se trouvent publiées dans le n° 1 de La Vérité. Nous publions cet article dont l'intérêt doctrinal n'échappera à aucun de nos lecteurs, pour leur permettre de confronter les thèses en présence.

Plus que jamais, il importe aux militants révolutionnaires d'avoir une appréciation juste de la situation soviétique, où la crise se développe, où la décomposition dans les sommets (sur laquelle nous avons publié dans les numéros précédents des renseignements du plus haut intérêt) ne manquera pas de percer au grand jour. Les messages des « amis de l'U.R.S.S. » seront bientôt évidents pour la grande masse des travailleurs ; alors, seuls les révolutionnaires pourront être en état d'empêcher les ouvriers d'être désorientés et captés par leurs ennemis de classe.

CREPANDANT LA BUREAUCRATIE EST-ELLE UNE CLASSE ? On voit de ce qui précède que nous pourrions sous l'égide de l'analyse à nouveau cette question théorique, qui, en soi, est loin d'être décisive pour notre politique en temps de guerre, c'est-à-dire pour la question qui préoccupe C... Mais le problème du caractère social de la bureaucratie est malgré tout bien important d'un point de vue plus général, et nous ne voyons aucune raison de faire sur ce plan la moindre concession à C... Notre critique change ses arguments sans cesse. Cette fois-ci il tire son argument massif d'une affirmation de la « Révolution trahie », notamment : « Tous les moyens de production appartenant à l'Etat, et l'Etat appartient en quelque sorte à la bureaucratie ». (Souligné par moi.)

C... jubile. Si les moyens de production appartenant à l'Etat et l'Etat à la bureaucratie, celle-ci devient le propriétaire collectif des moyens de production et par cela même la classe possédante et exploiteuse. Tout le reste de l'argumentation de C... a un caractère purement littéraire. Il nous raconte encore une fois, ayant l'air de polémiste contre moi, que la bureaucratie « merdiorienne est mauvaise, rapace, réactionnaire, sanguinaire... Une vraie révolution ! Nous n'avons pourtant jamais dit que la bureaucratie stalinienne était ver-

# LE COIN DU PROLO

## La militarisation des travailleurs par le « Statut du travail » proposé



La fin de l'année 1937 avait été marquée par une reprise de lutte et d'agitation ouvrières en faveur soit d'amélioration de salaires, soit de renouvellement de contrats collectifs, soit d'opposition à des licenciements ou simplement du respect des engagements pris à la suite du mouvement de juin 1936. A l'appui de l'offensive patronale, ces Messieurs du nouveau Gouvernement tenteront de renouveler l'essai préparé par l'ex-gouvernement Chautemps, celui d'enchaîner une fois de plus les ouvriers de France, tout comme l'ont fait les dirigeants des pays fascistes, par un « Statut du Travail ».

La nouvelle proposition gouvernementale est approuvée par les dirigeants de la C.G.T., qui, comme un seul homme et sans perdre un instant, n'ayant pas effectué pour cela une consultation des syndiqués ni attendu leur approbation, se démontrent sur ce terrain plus pressés que les patrons. En répondant « présent ! » ils acceptent par avance le résultat, tout comme par la participation à la commission d'enquête, ils acceptent par avance les atteintes aux 40 heures. Par leur collaboration de classe, ce moyen qu'ils espèrent encore efficace dans la période présente pour freiner une fois de plus la combativité ouvrière, ils veulent sauver, comme ils disent, l'économie nationale, mais surtout, ce qu'ils ne disent pas, préparer en toute tranquillité l'union sacrée pour la prochaine rentrée.

Malheureusement pour eux, les ouvriers commencent à ouvrir les yeux ; déjà les réactions constatées au sujet des dérogations aux 40 heures que le Gouvernement et le patronat réclament après le rapport de la commission d'enquête sur la production, la résistance à la tentative d'évacuation des usines Goodrich par la force armée, la riposte aux coups de main effectués par les troupes d'assaut de Doriot contre des camarades en grève de l'alimentation et des transports, doivent les faire réfléchir.

L'attitude prise dans ces derniers jours par le grand patronat, au sujet de la conférence préliminaire en vue de l'établissement du « Statut du Travail », son refus d'y participer, démontrent que ces Messieurs comprennent fort bien que ces moyens seraient efficaces, mais insuffisants, qu'ils veulent donc en laisser la responsabilité aux gens du Front populaire, aux dirigeants de la C.G.T., pour pouvoir d'autant mieux justifier par la suite l'emploi de la force brutale.

Le « Statut du Travail », dont l'ex-socialiste Millerand fut le prophète, et dont Chautemps s'est emparé et qu'il veut renflouer, avec l'appui des diri-



A l'exemple de la Commune de Paris, la Révolution victorieuse fixe aux fonctionnaires un maximum de traitement égal au salaire d'un ouvrier qualifié. Lénine avait, dans « l'Etat et la Révolution », souligné par avance l'importance d'une telle mesure du point de vue de la démocratie ouvrière.

geants de la C.G.T., contient, quant aux grandes lignes, une accélération de l'arbitrage et des sanctions dont, jusqu'à maintenant, les ouvriers seuls ont fait les frais, parce que les magistrats bourgeois sont en dernier lieu les surarbitres.

Les grèves devront être votées à la majorité ; la surveillance de l'Etat, c'est-à-dire de la police et de la justice bourgeoises, la légitimation des grèves sous le contrôle de fonctionnaires ou de magistrats, la neutralisation qui permettra au patronat d'invoquer et de demander des délais pour la remise en route, et l'autorisation de dérogation (pour des heures supplémentaires (exemple Goodrich) ; enfin, l'absence de garantie contre le licenciement, l'absence du contrôle ouvrier, telles sont les grandes lignes du nouveau « Statut moderne du Travail ».

Ce qu'en peuvent escompter les travailleurs, ce sont des résultats non pas meilleurs mais bien pires que ceux qu'ils ont eus jusqu'à maintenant, du fait que, par ce système, on avance d'un vers une militarisation des ouvriers, où tous les droits sont réservés aux patrons ou aux hauts fonctionnaires et magistrats, et dont sont privés les délégués ouvriers.

Si, en juin 36, les travailleurs ont fait reculer le patronat et obtenu certaines conditions nouvelles de travail et d'amélioration, ce ne pouvait être qu'un fait de circonstance. Comme le voulait le parti de Thorez : « Il fallait savoir terminer une grève ». Aujourd'hui, après ce coup de frein stalinien et la pause socialiste, alors que les ouvriers exigent davantage, le capitalisme redresse la tête. Les ouvriers doivent passer à une nouvelle étape de lutte, celle où ils luttent pour le Contrôle ouvrier sur la production et sur les échanges, celle qui devra amener dans un avenir prochain à abattre complètement le régime d'oppression, de misère, et de guerre, et à instaurer le régime socialiste.

Pour cela, que, dans chaque usine, dans chaque bureau, dans chaque chantier, se constituent des Conseils d'usines, représentant l'ensemble des travailleurs, et qu'ils préparent l'organisation de la deuxième étape de la lutte, la lutte pour le Contrôle ouvrier.

### Chez Fero

Les dictateurs stalinien sont en effervescence et à tout moment de la journée ils discutent dur. Le sujet est « l'unité » ! Mais ils ne doivent pas très bien savoir ce que veut dire « unité », car l'union comme ils la comprennent n'est pas très propre :

1) Ils font tout ce qu'ils peuvent pour critiquer un copain socialiste — car ils n'ont pas encore digéré leur échec sur le « Statut de l'Unité » — et ils se vengent comme ils peuvent. Par contre, ils trouvent que la position de la main tendue aux catholiques est normale ; ils doivent avoir oublié que Franco, en Espagne, assassine nos camarades avec leur collaboration.

2) Dans toutes les réunions syndicales, la parole n'est que pour eux, et si, par malheur, un camarade le contredit, alors il est « fasciste » ! Il est malheureusement vrai qu'à force de critiques de mauvaise foi et de calomnies, les ouvriers ne s'y reconnaissent plus. Où sont les fascistes ? Ceux qui écoutent ou ceux qui causent ?

Ce ne sont pas des discours que nous voulons, c'est de l'action. Or, pour cela, il n'en font pas beaucoup.

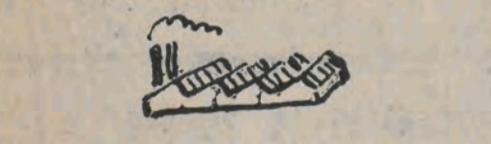
Pour avoir du pain, la paix et la liberté, il ne faut compter que sur nous-mêmes ; donc il faut créer NOTRE CONSEIL D'USINE et lutter sous notre vrai drapeau de prolétaires dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale. Un ouvrier de chez Fero.

### Argenteuil

A la mairie d'Argenteuil, les stalinien en prennent à leur aise vis-à-vis des employés au service des écoles.

Nous posons les questions suivantes avec l'espoir que le maire et ses conseillers voudront bien y répondre. Sinon, nous le ferons par eux :

- 1) Est-il vrai que les ouvrières au mois touchent un salaire de 570 fr. ?
- 2) Que les heures de travail sont réduites, pour n'avoir à accorder qu'un minimum de congé payé, le même travail étant exigé, bien entendu ? Des directeurs et directrices d'écoles ont déjà protesté en faveur des employées, à cause du manque d'hygiène qui en résulte ;
- 3) Que des listes de pétition ont circulé pour protester contre la suppression des femmes auxiliaires dans les écoles maternelles ? La parole est à la municipalité.



### Vigilance...

Après avoir crié à l'union des Français, après avoir voulu participer à un gouvernement de Thorez à Reynaud, les stalinien font afficher dans les usines, notamment chez Ford, un petit placard : « Vigilance ! » (contre les radicaux). A quoi correspond cette petite menace ? Comprenez qui pourra !

### Au Havre

#### A la Transat

Nous avons parlé, la semaine dernière, du chômage qui recommence à la Compagnie, ainsi que de l'exploitation honteuse des marins.

Ajoutons encore quelque chose aujourd'hui : Si la nourriture des équipages est bonne sur certains navires, sur d'autres elle est très mauvaise. Avec le même menu imposé, sur les uns que sur les autres, la nourriture est laissée à désirer. Il est évident que la viande est toujours choisie dans les plus bas morceaux, elle est de plus mal cuisinée. Pendant la croisière du « Paris », le poisson fut de nombreuses fois pourri. Pendant ce temps, les officiers mangent à la carte, et la nourriture des passagers, beaucoup trop abondante, était jetée par-dessus bord plutôt que d'être distribuée aux marins. Enfin, depuis toujours, le vin est infect ; laissez-les quelques heures dans un verre, et vous trouverez au fond un épais dépôt, vin chimique, vin noyé qui causa plus d'un empoisonnement parmi les marins. Nous avons tous participé à la mémoire cet empoisonnement de 600 marins avec le vin des bords, et on voit encore, au service de la Compagnie, un aveugle et un idiot qui ne le furent qu'à la suite d'empoisonnements. Il faut souligner ici le manque d'énergie de certains camarades qui, ayant été désignés « de commission » pour le contrôle des vivres, n'ont pas utilisé leur mandat pour déplacer. Nous ne parlons pas du syndicat, qui installe une salle de jeux avec tables de bridge, mais ne croit pas utile d'intervenir pour l'ordinaire.

Cela n'empêche pas la Compagnie de soutenir discrètement ses agents parmi les marins, pour les endormir, les corrompre ou les tromper ; un certain P.B. fait actuellement sous couvert de propagande « étrangère » un travail de désagrégation et s'efforce d'endormir les copains les moins solidaires. Il va sans dire que, privé de s'expliquer en réunion publique, il se défille pudiquement.

Un autre à la droite, par suite d'on ne sait quelle protection, d'être à bord étant de congé, ne peut pas aller à terre. Apparemment, il nettoie des hublots pour le compte des garçons. Mais comme cela est illégal, quand on est de congé, il est probable que la Compagnie lui trouve une autre utilité !

Enfin, des camarades tiennent à signaler les faits suivants :

Avec deux enfants, les allocations familiales sont : au service technique, de 130 fr. ; à l'armement, de 97 francs. On se demande pourquoi cette division est organisée par la Transat.

Les camarades qui partent en croisière envoient chaque mois une « dérogation » de paye à leur famille. Or, les femmes ne touchent la « dérogation » qu'avec quinze jours de retard, et même trois semaines de retard. Mais les propagandistes du léninisme s'occupent peu des femmes et des gosses qui se mettent la ceinture, n'est-ce pas ?

### Au travailleur landais

Les chefs stalinien et socialistes cherchent à agiter la lutte entre exploités en calomniant le Parti Communiste Internationaliste qui est le seul parti prolétarien qui lutte sur la base bolchevik-léniniste, celui resté fidèle à la révolution d'Octobre 1917 et au communisme.

C'est pourquoi les chefs stalinien nous accusent de trahison, eux qui ont assassiné les vieux compagnons de lutte de Lénine qui lui étaient restés fidèles, contre le traité au communisme Staline, celui qui introduit le travail forcé, c'est-à-dire aux pièces, crée une oligarchie de bureaucrates ennemis du communisme léniniste.

C'est pour cela que Staline est d'accord avec les traités du communisme, les ennemis Paul Faure, Blum.

Maintenant, les chefs communistes français jouent le même jeu ; ils ont été les plus acharnés dans la lutte de classes, puis sont tombés dans un réformisme plus bas que les chefs socialistes.

N'écoutez plus les chefs socialistes ni communistes.

Tu as vu l'expérience, depuis 18 mois, de collaboration de classe avec le régime capitaliste. Il a été impuissant à faire appliquer les lois sociales à toutes les catégories de travailleurs français, aux résiniers, aux paysans, aux agriculteurs, aux horticulteurs, aux journaliers le patron qui a le droit, et jamais l'ouvrier.

Voilà une expérience des fameuses réformes dont te parlent ces messieurs : le droit au riche, et silence au pauvre.

Ne les écoute plus, parce qu'ils ne sont ni socialistes ni communistes que dans la limite de leur intérêt qui leur rapporte de bonnes élections, des ministères, etc., et qui, par contre, font traquer tous ceux qui sont restés fidèles à Lénine.

Quitte les rangs des trahisseurs. Adhère à notre groupe landais.

Rallie les rangs du Parti Communiste Internationaliste (bolchevik-léniniste, pour la formation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

### Le « Réveil Syndicaliste »

Nous avons donné la semaine dernière un compte rendu d'une assemblée de métallurgistes du cercle « Lutte de Classes ». Ce cercle vient de publier le premier numéro de son organe, « Le Réveil Syndicaliste ». Nous reviendrons à son sujet lorsque la place nous le permettra. Faisons toutefois observer à qui aboutit pratiquement la formule de l'« indépendance du syndicalisme » : le numéro paraît en pleine crise gouvernementale et il n'y a pas un mot à ce sujet. Et pourtant, le sort des ouvriers est directement en cause.

### LES JEUNES

Le peu de place et l'importance des derniers événements nous obligent malheureusement encore aujourd'hui à laisser sur le marbre la rubrique des jeunes. Cependant, nous pouvons annoncer pour la semaine prochaine la parution du « Jeune Bolchevik », que tous nos camarades de Paris et de province doivent se préparer à diffuser largement.

Nous avons reçu, il y a quelques jours, une lettre de la J.S.B. concernant l'unification des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale, à laquelle nous répondrons ultérieurement.



Le Parlement stalinien élu de la façon la plus « démocratique » (comme le Reichstag hitlerien) octroie à chacun de ses membres 1.000 roubles par mois, plus un traitement de 150 roubles par jour pendant les sessions, et pour chacun des présidents des chambres un traitement de 300.000 roubles.

Le salaire mensuel moyen d'un ouvrier qualifié est de 300 à 400 roubles.

# PROBLÈMES DE CONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE ENCORE UNE FOIS L'U. R. S. S. ET SA DÉFENSE

par L. TROTSKY

Personne n'a jamais nié la possibilité — surtout en cas d'une nouvelle lutte mondiale prolongée — de la restauration d'une nouvelle classe possédante issue de la bureaucratie. La position sociale actuelle de la bureaucratie qui par l'intermédiaire de l'Etat détient en quelque sorte les forces productives dans son maintien est un point de départ extrêmement important pour cette transformation. Il s'agit cependant d'une possibilité historique et non d'un fait accompli.

Par cet argument un peu simpliste, C... démontre un défectueux manque de dialectique. Je n'ai jamais affirmé que la bureaucratie soviétique était égale à la bureaucratie de la monarchie absolue ou à celle du capitalisme libéral. L'économie actuelle créée par la bureaucratie est une situation toute nouvelle et ouvre des possibilités nouvelles, — de progrès comme de dégradation. Nous l'avons plus ou moins vu même avant la Révolution. L'analogie est beaucoup plus grande entre la bureaucratie soviétique et celle de l'Etat fasciste surtout du point de vue qui nous intéresse. La bureaucratie fasciste traite aussi l'Etat comme sa propriété. Elle impose des restrictions sévères au capital privé et provoque souvent ses gromements. Nous pouvons dire à titre d'argument logique : si la bureaucratie fasciste réussissait à imposer de plus en plus sa discipline et ses restrictions aux capitalistes sans résistance effective de leur part, cette bureaucratie pourrait se transformer graduellement en nouvelle « classe » dominante, absolument analogue à la bureaucratie soviétique, pendant l'Etat fasciste appartient à la bureaucratie seulement « en quelque sorte » (voir la citation plus haut). Voilà les trois petits mots que C... ignore volontairement. Mais ils ont leur importance. Ils sont même décisifs. Ils font partie intégrante de la loi dialectique de la transformation de la quantité en qualité. Si Hitler essaie de s'approprier l'Etat et par son intermédiaire la propriété productive, et non seulement « en quelque sorte », il va se heurter à l'opposition violente des capitalistes, ce qui ouvrirait de grandes possibilités révolutionnaires aux ouvriers. Il y a à cet égard une différence fondamentale entre la bureaucratie fasciste et celle de l'Etat fasciste, et qui met tout un signe d'égalité entre les régimes fasciste et stalinien (fonctionnaires spartakiistes allemands, Hugo Urbahns, certains anarchistes, etc.). Nous avons dit d'eux ce que nous disons de C... : leur erreur est de croire qu'on peut changer les fondements de la société sans révolution qui contre-révolution ; ils déroulent à l'envers le film du réformisme.

Mais c'est ici que C... toujours jubillant, cite une autre affirmation de « La Révolution trahie » concernant la bureaucratie soviétique : « Si

rapports se stabilisent, le légalisme devenant normaux sans résistance contre la liquidation complète des conquêtes de la révolution prolétarienne » (page 281). Et C... de conclure : « Ainsi le camarade Trotsky envisage la possibilité (dans l'avenir) d'un passage sans intervention militaire (?) de l'Etat ouvrier à l'Etat capitaliste. En 1937, cela s'appelle démolir en sens inverse le film du réformisme ». Ce s'appelle de la même manière en 1937. Ce qui chez moi est un argument purement logique. C... le considère comme un problème historique. Sans une guerre civile victorieuse la bureaucratie ne peut faire sortir de son sein une nouvelle classe dirigeante. Voilà quelle était et quelle reste ma pensée. Ce qui se passe maintenant en U.R.S.S. n'est d'ailleurs qu'une guerre civile préventive, entamée par la bureaucratie. Et cependant, elle n'a pas encore touché aux fondements économiques de l'Etat créé par la Révolution et qui assure malgré toutes les déformations et spoliations un développement sans précédent des forces productives.

Personne n'a jamais nié la possibilité — surtout en cas d'une nouvelle lutte mondiale prolongée — de la restauration d'une nouvelle classe possédante issue de la bureaucratie. La position sociale actuelle de la bureaucratie qui par l'intermédiaire de l'Etat détient en quelque sorte les forces productives dans son maintien est un point de départ extrêmement important pour cette transformation. Il s'agit cependant d'une possibilité historique et non d'un fait accompli.

LA CLASSE EST-ELLE LE PRODUIT DE CAUSES ECONOMIQUES OU DE CAUSES POLITIQUES ?

Dans « La Révolution trahie » j'ai essayé de donner une définition du régime soviétique actuel. Cette définition comprend 9 paragraphes (page 287). Elle n'est pas élogieuse, j'en ai conscience. Elle est descriptive et prudentes. Mais elle essaie d'être honnête avec la réalité. C'est toujours un avantage. C... ne fait même pas mention de cette définition. Il ne lui en oppose aucune autre. Il ne dit pas si la nouvelle société est supérieure ou inférieure à l'ancienne, et il ne se demande pas si cette nouvelle société est une étape inéluctable entre le capitalisme et le socialisme ou si ce n'est qu'un « accident » historique. Cependant du point de vue de notre perspective historique générale, comme elle est formulée dans le Manifeste Communiste de Marx et

Engels, la définition sociologique de la bureaucratie acquiert une importance capitale.

La bourgeoisie est venue au monde comme un diamant né de la nouvelle forme de production ; elle est restée une nécessité historique tant que la nouvelle forme de production n'avait pas épuisé ses possibilités. On peut faire la même affirmation concernant toutes les classes sociales précédentes : les propriétaires d'esclaves, les féodaux, les maîtres artisans médiévaux. Tous furent, en leur temps, les représentants et les dirigeants d'un système de production qui est sa place dans l'histoire de l'humanité. Comment C... apprécie-t-il donc la place historique de la « bureaucratie » ? Il ne se prononce pas sur cette question décisive. Cependant nous avons maintes fois répété, avec l'aide de C... lui-même, que la dégradation de l'Etat soviétique est le produit du retard de la révolution mondiale, c'est-à-dire le résultat de causes politiques, et pour ainsi dire « conjoncturelles » ? Il en doute vraiment ! Si C... consent à varier sa conception un peu précipitée du point de vue de la succession historique des régimes sociaux, il reconnaîtra certainement lui-même que donner à la bureaucratie le nom de classe possédante est non seulement un abus terminologique, mais encore un grand danger politique qui peut mener à la déviation totale de notre perspective historique. C... voit-il des raisons suffisantes pour réviser la conception marxiste sur ce point capital ? Moi, je n'en vois pas. C'est pourquoi je me refuse à suivre C...

Cependant nous pouvons et devons dire que la bureaucratie soviétique a tous les vices d'une classe possédante sans en avoir les « vertus » (établissement organique, certaines normes morales, etc.). L'expérience nous a appris que l'Etat ouvrier est toujours un Etat, c'est-à-dire le produit du passé barbare ; qu'il est doublement barbare dans son caractère et dans son contenu, dans des conditions défavorables, dégénérer au point de devenir méconnaissable ; qu'il peut avoir besoin d'une révolution supplémentaire pour être redressé. Mais l'Etat ouvrier reste néanmoins une étape inévitable sur notre voie. On ne pourra surmonter cette étape que par la révolution permanente du prolétariat international.

### ET OU EST DONC LA DIALECTIQUE ?

Je ne puis suivre toute l'argumentation du camarade C... point par point ; il faudrait pour cela vraiment recapituler toute la conception marxiste. Le malheur est que C... n'analyse pas les faits tels qu'ils sont, mais collectionne des arguments logiques en faveur d'une thèse préconçue. Cette mé-

trouée est par essence anti-dialectique et par cela même anti-marxiste. L'en donnerai quelques échantillons.

a) « Depuis de très longues années, le prolétariat russe a perdu tout espoir de pouvoir politique ». C... se garde bien de dire depuis quand exactement. Il veut seulement provoquer l'impression que notre tendance « est nourrie à depuis de très longues années », d'illusions. Il oublie de dire qu'en 1923 la bureaucratie fut tout à fait ébranlée et que c'est seulement la défaite allemande et le découragement du prolétariat russe qui s'ensuivit qui rétablirent la situation. Pendant la révolution chinoise (1925-1928) la crise se répéta avec des phases analogues. Le premier plan quinquennal et les grandes secousses en Allemagne qui précédèrent l'avènement de Hitler (1931-1933) remirent de nouveau en question la domination bureaucratique. Peut-on douter un instant que si la révolution espagnole avait été victorieuse et si les ouvriers français avaient pu développer leur offensive de mai-juin 1937 jusqu'au bout, le prolétariat russe aurait retrouvé son courage et sa combativité pour détrôner ces thermidoriens avec le minimum d'efforts. Ces thermidoriens la succession des défaites les plus terribles et les plus déprimantes dans le monde entier qui a stabilisé le régime de Staline. C... oppose le résultat, d'ailleurs bien contradictoire en lui-même, au processus qui l'a produit et à notre politique qui fut le reflet de ce processus.

b) Pour réfuter l'argument que c'est seulement en tant que corporation, d'ailleurs extrêmement flottante, que la bureaucratie manie les ressources nationales, ce qui lui a permis de prospérer, C... fait droit à la libre disposition de la propriété étatique. C... répond : « Les bourgeois (?) eux-mêmes sont restés longtemps avant de pouvoir transmettre à leurs descendants des titres de propriété sur les moyens de production ». A l'aube des temps modernes, le patron est élu par ses pairs, etc... Mais C... laisse de côté cette bagatelle que, précisément, à l'aube des corporations, celles-ci n'étaient pas encore divisées en classes et que le patron n'était pas le « bourgeois » dans le sens moderne du mot. La transformation de la quantité en qualité n'existe pas pour C...

c) « La propriété privée restaurée, l'héritage rétabli... ». C'est-à-dire C... fait de dire qu'il s'agit de la propriété des objets d'usage de la vie courante non des moyens de production. Il oublie également de mentionner que ce que les bureaucrates, même les plus hauts placés, possèdent en propriété privée n'est rien en comparaison avec les ressources privées

# D'une semaine à l'autre

(Suite de la page 1)

EN FRANCE :

La crise du régime, dont la crise du Front populaire n'est qu'un signe, est nettement apparue dans le désarroi des combinards radicaux. Le vrai visage des chefs du Front populaire s'est aussi découvert. Thorez le matamore qui commence à menacer d'opposer la volonté des masses attachées au Front populaire aux manœuvres des chefs radicaux, se dégonfle ensuite sous les formules d'usage, Blum, qui tente de réaliser avec Reynaud le « Front français » voulu par Thorez et tellement attaqué par le parti socialiste. Jouhaux, le prudent voyageur qui ira jusqu'au bout... excepté jusqu'à la lutte de classe et la grève générale contre un gouvernement nettement à droite, etc... Toute la politique de trahison des chefs du Front populaire se résume enfin dans l'intervention de Blum au Conseil national. Blum a mis en garde contre les dangers d'entrer en lutte contre le Sénat, « ce qui pourrait entraîner la grève générale et provoquer la réaction fasciste ».

Donc, après deux gouvernements de Front populaire, la grève générale, pour soutenir la riposte du fascisme. Et ce sont à ces hommes, à ces Blum, Jouhaux, Thorez, à ces capitulaires devant l'ennemi de classe, que le prolétariat continuera à faire confiance ? Nous ne voulons pas le croire. Encore une fois, contre le fascisme qui fait tellement peur à Blum qu'il a laissé La Rocque et Doriot en liberté, contre la guerre que nous prépare l'union sacrée, une seule issue : la lutte de classe par le renversement du régime ; un seul moyen, les Soviets !

Prenez note :

Notre permanence :  
**36, Rue du Château-d'Eau**  
(au fond de la cour)  
**LES LUNDI, MARDI, JEUDI ET VENDREDI**  
de 18 h. 30 à 20 h.  
le samedi de 16 à 20 h.

## CONVOCAION

Comité Central. — Réunion samedi 22 janvier, à 14 h. 30. Convocation particulière à chaque membre.

11, 12. — Mercredi, à 20 h. 30, lieu habituel.  
14. — Mercredi, à 20 h. 30, lieu habituel.  
19. — Vendredi, à 20 h. 30, lieu habituel.  
Vitry. — Permanence : Tous les dimanches, café Auclair, 34, rue de la Barre.  
Réunion : tous les mardis, même adresse. Puteaux. — Mercredi, à 20 h. 30.

GRENOBLE  
PERMANENCE : les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis de chaque mois, de 20 heures à 22 heures : Hôtel des Artistes, 4, rue Bressieu.

MARSEILLE  
La Permanence du P.C.I. à Marseille aura désormais lieu :  
Tous les lundis, à partir de 18 h. 30 au BAZAR, 56, rue d'Aubagne.

PERMANENCE DU P.C.I. — LYON  
Tous les samedis, de 17 h. 30 à 19 heures, Café « A ma Vigne », 7, rue Sainte-Catherine, LYON (1<sup>er</sup>).

En Province, « La Commune » est mise en vente dans toutes les gares et chez les dépositaires suivants :  
Marseille : Kiosque de la Bourse du Travail.  
Grenoble : Tabac-Journaux, 149, cours Berriat.  
Saint-Claude : Café « la Fraternelle », rue de la Poyat.  
Avignon : Kiosque Domengue.  
Bordeaux : Kiosque, 33, cours Victor-Hugo.  
Poitiers : La Civette, Tabac, place d'Armes.

AU HAVRE : dans les kiosques suivants : Gare — Gare, automobile — Hôtel de Ville — Place Gambetta — Rond-Point.

(réelles que leur fournit leur poste et que, précisément, « l'épuration » actuelle, qui, d'un trait de plume, met des milliers et des milliers de familles de bureaucrates dans la plus grande misère, démontre toute la fragilité entre les bureaucrates, à plus forte raison entre leurs familles, et la propriété étatique.

d) La guerre civile préventive menée actuellement par la clique dirigeante démontre de nouveau que celle-ci ne pourrait être renversée que par la force révolutionnaire. Mais puisque cette nouvelle révolution doit se développer sur la base de la propriété étatisée et de l'économie planifiée, nous avons caractérisé le renversement de la bureaucratie révolutionnaire politique en opposition à la distinction « reste du domaine de la casuistique ». Et pourquoi cette sévérité ? Parce que, voyez-vous, la reconquête du pouvoir par le prolétariat aurait aussi des conséquences sociales. Mais les révolutions bourgeoises politiques de 1830, de 1848 et de septembre 1870 eurent aussi des conséquences sociales en changeant sérieusement la répartition de revenus national. Mais, cher C..., vous êtes dans ce monde qui n'est pas créé par des formalistes ultra-gauches. Les changements sociaux provoqués par les révolutions dites politiques, quel que graves qu'ils soient, apparaissent véritablement secondaires quand on les compare à la grande révolution bourgeoise sociale par excellence. Ce qui manque au camarade C... c'est le sens des proportions et la notion de la relativité. Notre jeune ami ne s'intéresse nullement à la loi de la transformation de la quantité en qualité, et c'est pourtant la loi la plus importante de la dialectique. Il est vrai que les autorités de la chaire bourgeoise trouvent que la dialectique elle-même est du « domaine de la casuistique ».

e) Ce n'est pas par hasard que C... s'inspire de la sociologie de M. Yvon. Les observations personnelles d'Yvon sont très honnêtes et très importantes. Mais ce n'est pas par hasard qu'il s'est réfugié dans le petit havre de la « Révolution Proletarienne » d'Yvon d'instaurer « l'économie » à l'atelier